HAL
open science

Introduction

Sezin Topçu, Cécile Cuny, Kathia Serrano-Velarde

To cite this version:

Sezin Topçu, Cécile Cuny, Kathia Serrano-Velarde. Introduction. Savoirs en débats, L'harmattan, 2008, 978-2-296-06548-2. hal-04175789

HAL Id: hal-04175789

https://hal.science/hal-04175789

Submitted on 2 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Sezin Topçu, Cécile Cuny, Kathia Serrano-Velarde

Les savoirs occupent aujourd'hui une place centrale dans le fonctionnement des sociétés démocratiques. En témoigne le succès de la notion de « société du savoir » (ou de « société de la connaissance »), largement mobilisée sur les scènes politiques et administratives, en particulier à l'échelle européenne. Ce constat peut et doit être relié à un autre: les formes et les lieux de production des savoirs subissent depuis une vingtaine d'années une profonde reconfiguration. Divers mouvements contestent l'autonomie et le rôle des experts dans des domaines aussi variés que la santé, l'environnement, l'informatique, la justice ou le développement urbain. Parallèlement à ces mouvements, les dispositifs de participation, de dialogue et de concertation faisant appel aux « savoirs citoyens » se multiplient et se présentent comme une solution alternative aux anciens modes de gestion et à la « crise » de la démocratie. De nouvelles notions ont émergé dans les discours scientifique, politique, médiatique ou militant pour désigner ces nouveaux modes de gestion (démocratie participative, démocratie technique, gouvernance inclusive etc.), qualifier les acteurs impliqués (société civile, citoyens éclairés, consommateurs, usagers, profanes, etc.) et caractériser les savoirs mobilisés (savoir citoyen, expertise d'usage, expertise profane etc.).

Ces changements opérés dans les rapports entre savoir, expertise, économie et politique ont déjà fait l'objet d'une importante littérature en science politique, sociologie de l'action collective et sociologie des sciences[1]. Néanmoins, certaines notions associées à ces évolutions souffrent, malgré leur usage répandu, d'un manque d'analyse

[1] Nous ne saurions pas résumer ici cette littérature abondante. Les ouvrages les plus importants sont cités dans la discussion qui suit et sont présentés dans les références bibliographiques.

conceptuelle, de précision sémantique et de mise en perspective historique. La notion de « société du savoir » en est un exemple significatif. Malgré son rôle devenu crucial sur le plan politique, peu de recherches mettent en exergue ses implications variées et sa réalité concrète. De même, dans les discours et les démarches relatifs à la « démocratie participative », la « démocratie délibérative » ou la « démocratie technique », le flou règne sur la notion de « savoirs citoyens », en particulier sur sa dimension épistémologique. Les savoirs citoyens se trouvent de ce fait souvent réduits à une rhétorique qui ne fait que traduire une volonté de rompre avec des modes technocratiques de gestion des affaires scientifiques ou publiques. Qu'est-ce qui différencie réellement les savoirs citoyens des savoirs scientifiques formalisés? Dans quels contextes sociaux et politiques ces savoirs sont-ils produits ou mobilisés ? Quelles sont les raisons qui mènent à ce que certains types de savoirs et d'expertises se développent et sont valorisés (et non d'autres) dans les sphères académique, politico-administrative et économique? L'objectif de cet ouvrage est d'enrichir la réflexion et la recherche dans cette direction. Nous sommes convaincus en effet qu'une telle entreprise est non seulement nécessaire mais également urgente pour permettre une analyse rigoureuse de la dynamique des changements en cours.

Nous nous intéressons à un ensemble de savoirs diffus dans le corps social et nous considérons un éventail de problèmes et de situations. Une partie des contributions interrogent les savoirs élaborés au sein des mobilisations sociales, à l'initiative des usagers, par des malades ou dans le cadre des dispositifs institutionnels de participation. Une autre partie des travaux abordent la production, l'orientation ou la mise en valeur des savoirs et des expertises par les médias, dans la sphère politique ou dans les cercles d'expertise scientifique et médicale. Les questions abordées offrent un terrain propice pour une mise en perspective comparative: elles vont de l'éducation au marché d'emploi, en passant par la planification urbaine, les budgets municipaux, le risque nucléaire, l'innovation médicale ou encore l'écriture encyclopédique.

Compte tenu du fait que les problématiques soulevées présentent un défi pour les sciences sociales dans leur globalité, cet ouvrage rassemble des travaux théoriques et empiriques relevant de divers domaines: science politique, sociologie urbaine, sociologie de l'éducation, sociologie des médias ainsi que l'histoire et la sociologie des

sciences. Dans le but de confronter les différentes traditions et méthodes d'analyse, nous avons également choisi de réunir des recherches menées dans deux contextes nationaux: la France et l'Allemagne. Nous ferons remarquer l'originalité et la fécondité de cette démarche interdisciplinaire et transnationale lors de la présentation détaillée des contributions à cet ouvrage et de la discussion des débats académiques qui les sous-tendent.

« Société du savoir » et « savoir citoyen »

La première partie de l'ouvrage propose un point de vue conceptuel et réflexif sur les catégories utilisées par les scientifiques, les politiques et les acteurs sociaux pour décrire le monde, en particulier la « société du savoir » et le « savoir citoyen ». En effet, les sciences sociales occupent une position singulière dans le débat actuel sur la distribution des savoirs dans la société: alors qu'elles se donnent pour tâche de décrire les transformations, elles y participent en offrant aux acteurs (institutions, décideurs politiques, consommateurs, etc.) des outils d'analyse et de perception permettant d'interpréter ces transformations et d'orienter leur action. Il s'agit donc de mettre en évidence le rôle des catégories et des modèles théoriques dans le cadrage actuel des débats, la façon dont ils circulent dans le temps et l'espace social et dont leur sens évolue en fonction des multiples ré-appropriations dont ils font l'objet. La perspective franco-allemande adoptée par l'ouvrage permet de souligner l'importance du contexte national dans l'émergence de certaines catégories de réflexions.

Si l'on juxtapose les recherches françaises et allemandes concernant les nouvelles formes de production de savoirs, nous constatons qu'en France, la plupart des travaux s'intéressent aux processus par lesquels des formes de savoirs s'organisent pour reconstituer et surtout redéfinir les logiques d'action d'un domaine spécifique comme, par exemple, la génétique des plantes, le nucléaire ou la politique locale. Il s'agit donc d'une reconstruction systématique des processus constatés dans la réalité des faits. Le chercheur s'applique alors à théoriser, à labelliser un certain nombre de phénomènes, puis à les recadrer dans une logique d'action concrète. Le chercheur allemand, en revanche, de par sa culture théorique et le contexte politique immédiat, s'attache en général à déconstruire la notion omniprésente et idéalisée de

la « Wissensgesellschaft » (la société du savoir) en la confrontant à une réalité qui se trouve en décalage par rapport au discours futuriste des acteurs politiques.

La spécificité du débat allemand sur la production et l'organisation de nouvelles formes de savoirs tient précisément du fait que le discours politique et scientifique s'articule autour de la notion centrale de la « Wissensgesellschaft », notion qui renvoie à une forme sociétale où la ressource humaine et sa capacité d'innovation constituent la base essentielle d'un bien être économique et social. En effet, ce concept se nourrit de réflexions théoriques diverses sur la nature et la performance des réseaux de production, sur les facteurs d'innovation et les modes de gouvernance adaptés à cette nouvelle économie (Steinbicker, 2001). Il n'est d'ailleurs pas rare que les théoriciens de la « Wissensgesellschaft » participent à la formulation de programmes à l'échelle européenne et nationale (Rodrigues, 2003). La société du savoir devient alors une surface de projection des ambitions politiques désirant transformer l'Europe en une puissance économique de l'innovation et de l'expertise. Alors que le public français reconnaîtra là sans doute certains éléments du discours économique national, la « Wissensgesellschaft » représente en Allemagne un point de référence crucial dans les débats politiques. La société des savoirs et sa capacité de générer un rendement économique basé sur l'opérationalisation et l'instrumentalisation de savoirs fait partie d'un scénario idéalisé non seulement par la Commission européenne (qui a proclamé en l'an 2000 l'avènement de la « knowledge economy »), mais aussi par le gouvernement allemand. Cet agenda politique évasif a des répercussions à différents niveaux et dans différents domaines – économique, éducatif et gouvernemental – engageant ainsi une multitude d'acteurs dans la réalisation des ambitions politiques[2].

Ce qui rend le discours de la «société du savoir » (Wissensgesellschaft) si particulier, c'est qu'il s'est émancipé, au fil des années, de ses racines théoriques pour devenir une maxime politique sans programme d'action concret (Kübler, 2004) . Cela ne nous surprendra

[2] Le concept de la « knowledge economy » – economie du savoir – apparait pour la premiere fois dans les conclusions de Lisbonne (Council of the European Union, 2000).

donc pas qu'il y ait un décalage important entre l'idéal d'une société en réseau, libérée des structures dites obsolètes ou traditionnelles d'un mode de prise de décision et de production industrielle (Beck *et al.*, 1994) et une réalité bien moins moderniste. Cette schizophrénie retient l'attention des chercheurs des sciences politiques, de la sociologie de la connaissance et de la sociologie économique qui se chargent de confronter cette rhétorique élégante avec des recherches empiriques pointues : quel est le modèle sociétal véhiculé dans le discours politique ? quelle est la valeur économique réelle du savoir? Telles sont les questions auxquelles les deux premières contributions de cet ouvrage cherchent à répondre.

Jochen Steinbicker présente une étude critique sur la nature du savoir dans une société qui se veut axée sur la production de nouvelles connaissances. En démontant les arguments de Daniel Bell, Peter Drucker et Manuel Castells, l'auteur plonge au cœur du canon théorique à l'origine du concept de la « société du savoir » (Wissensgesellschaft). Si l'on considère la place centrale du savoir instrumental dans la société industrielle (Drucker), celle du savoir scientifique dans l'émergence d'une société postindustrielle (Bell) et celle de la technologie dans la montée d'une société de l'information (Castells), la nouveauté du concept de « société du savoir » ne peut être réelle que si on le spécifie, si on lui attribue un caractère spécifique dans les formes d'utilisation du savoir dans la société. *Jochen Steinbicker* part de cette hypothèse pour analyser les voies par lesquels le concept de « société du savoir » parvient à s'imposer. ***Kathia Serrano-Velarde*** s'intéresse à l'instrumentalisation politique de ce même concept. L'auteur cherche à expliciter et déconstruire le modèle de société qui sous tend les discours et les politiques d'éducation européens. Après avoir distingué les deux visions les plus importantes de la « société du savoir » mobilisées dans le domaine de l' enseignement supérieur (la première issue de la stratégie de Lisbonne, 2000; la deuxième relevant du processus de Bologne, 1998), l'étude montre que la conception de la « société du savoir » issue du processus de Bologne s'appuie sur une dynamique d'inclusion à trois niveaux : il s'agit d'abord d'inclure le plus grand nombre possible de « *citoyens européens* » dans le processus de la formation supérieure. Cette inclusion est considérée comme la condition d'une participation durable à un modèle de société moderne. Ensuite, la formation

scientifique continue devient le leitmotiv des parcours professionnels individuels. Le processus de Bologne se caractérise enfin par la participation directe des groupes d'intérêts au processus d'élaboration des politiques publiques en matière d'éducation, participation qui ne doit pas masquer les limites et les ambiguïtés relevant de l'objectif désigné: la construction d'une « Europe du savoir ».

Yves Sintomer aborde plus précisément la notion des « savoirs » mobilisés et mobilisables dans les démarches participatives. À partir d'une discussion des différentes conceptions du savoir présentes dans les théories de la démocratie, l'auteur offre une typologie des « savoirs citoyens » afin d'éclairer, de manière globale, les questions qui sont au cœur de cet ouvrage. Yves Sintomer distingue trois groupes de « savoirs citoyens » avec ses diverses composantes: la « raison ordinaire », « l'expertise citoyenne » et le « savoir politique ». Il propose par là même un cadre théorique permettant d'articuler l'hybridisation de l'espace social et politique lié a la reconnaissance et l'intégration de 'nouveaux' types de savoirs. Cette analyse alimente directement d'autres articles de l'ouvrage qui mettent cette typologie à l'épreuve de cas empiriques (*Talpin, Cuny/Herzberg*).

Savoir, expertise et compétence: un réseau sémantique

Nous l'avons dit: le point de départ de cet ouvrage est de ne pas considérer les termes utilisés pour désigner les différentes formes de savoirs comme de simples figures de rhétorique. L'analyse sémantique des réseaux de sens que tracent les différents termes constitue un de nos objectifs. La première partie de l'ouvrage mais aussi l'ensemble des contributions (qu'elles soient théoriques ou empiriques) s'y attachent. C'est pourquoi nous souhaitons nous attarder sur les principales notions analytiques utilisées par les auteurs pour rendre compte des dynamiques de production et d'échange des savoirs.

Les termes de « savoir », de « compétence » et d' « expertise », termes les plus utilisés dans cet ouvrage, ne se recoupent pas totalement. Le terme « savoir » est celui qui a la portée la plus générale. Dans un premier temps, il apparaît comme une notion assez statique : on peut faire un état du savoir sur un objet déterminé à un moment donné. Il vise le plus souvent un objet particulier sur lequel des groupes ont accumulé une

connaissance spécialisée. Dans les contributions portant sur des cas empiriques, il est rare que ce terme soit employé sans qualificatif. Il s'agit toujours du savoir détenu par un groupe social donné sur un objet singulier. Avec les termes de « savoir médical », de « savoir professionnel » ou de « savoir scientifique », les auteurs désignent le savoir accumulé par les médecins, un groupe de professionnels ou des savants (*Fressoz, Klemm, Sintomer*). L'exemple des médecins traité par *Jean-Baptiste Fressoz* est particulièrement intéressant parce qu'il représente à la fois un groupe de professionnels et un groupe de savants. À travers cet exemple, on observe que l'accumulation du savoir se fait à la fois par le biais d'une pratique spécialisée (l'exercice de la médecine) et d'une série d'expériences transmises sous forme de récits plus ou moins codifiés. La codification ou la formalisation du récit scientifique et son caractère hypothétique seraient les principaux traits distinctifs du savoir scientifique par rapport aux autres types de savoirs (*Klemm).*

La notion de « compétence » est opposée à celle de faculté. Alors que cette dernière est censée pouvoir être possédée par tout un chacun (on parle par exemple de faculté « innée »), la compétence s'acquiert au cours d'un processus de socialisation, d'apprentissage ou par un engagement durable dans un certain type d'activités dont on acquiert la maîtrise (l'engagement militant par exemple) (*Cuny/Herzberg, Topçu, Sintomer, Talpin*). Au terme de « compétence », on trouve souvent accolé le qualificatif « technique ». Elle désigne ainsi un savoir pratique ou un « savoir-faire » plus ou moins routinier. Incorporée par les citoyens européens au cours de leur cursus scolaire et universitaire, elle représente une « capacité d'action » visée par les politiques éducatives et scientifiques de l'Union européenne en tant qu'elle constitue une ressource économique susceptible d'augmenter la productivité des travailleurs et de l'ensemble du système productif (*Serrano-Velarde, Steinbicker*).

La notion d' « expertise » recoupe parfois celle de savoir ou de compétence lorsqu'ils sont spécialisés. Cependant, l'expertise n'est pas seulement un savoir de « professionnel » ou de « spécialiste ». L'enjeu de ce terme réside davantage dans le rôle particulier qu'on confie à l'expert dans la prise des décisions (Roqueplo, 1999). L'expertise, qu'elle soit « médiatique », « administrative » ou « politique », est le résultat d'une opération de certification qui valide des savoirs, scientifiques ou non, et

en autorise l'application à un secteur d'activité donné (*Klemm, Fressoz, Patzwaldt*).

Les « savoirs citoyens », les dispositifs participatifs et les mobilisations sociales

Nous réservons la deuxième partie de notre ouvrage à l'étude empirique des savoirs élaborés au sein des dispositifs participatifs et des mobilisations sociales, deux lieux privilégiés de fabrication et de mise en circulation des savoirs dans l'espace public. Ces deux lieux se croisent, s'alimentent voire s'affrontent en permanence si l'on considère que les récents changements en faveur des démarches participatives sont intimement liés à la remise en cause des frontières entre « spécialistes » et « non-spécialistes » dans de nombreux domaines depuis les dernières décennies.

La prise en compte par l'arène politique du thème de la participation est devenue quasi systématique depuis la deuxième moitié des années 90. De même, le modèle de « stakeholder » (« partie-prenante »), qui prône l'écoute, la prise en compte et l'arbitrage des demandes des groupes d'acteurs externes à une organisation, est devenu à partir de la fin des années 90 l'outil privilégié des grandes entreprises dans leur démarche de « responsabilité sociale » et de développement durable (Aggeri, Acquier, 2005). Après la montée en Europe et dans l'Amérique du Nord d'une série d'innovations participatives telles que les conférences de consensus, les jurys citoyens ou les budgets participatifs, le domaine législatif s'empare désormais de la question de la participation.

Dans la mesure où la participation représente un enjeu commun aux champs politiques, scientifiques et techniques, les domaines de sociologie politique et de sociologie des sciences se sont chacun intéressés de près à ces développements. La confrontation des méthodes d'analyses élaborées et des résultats obtenus offrent des renseignements précieux pour chacun des domaines. Néanmoins cet exercice est jusque là resté marginal.

Pour ce faire le croisement entre les études sociales et culturelles des sciences et la sociologie politique s'avère à la fois fructueux et nécessaire. Quels outils analytiques ces deux traditions de recherche

mettent-elles à notre disposition ? Quels apports peut-on attendre d'une entrée par les savoirs et d'une observation des situations de controverse ou de discussion publique caractérisées par la pluralité des savoirs mobilisés ?

Savoirs citoyens, compétence civique et démocratie participative dans le domaine politique

En France comme en Allemagne, l'intérêt que porte la sociologie politique à la compétence politique ou à la compétence civique (*bürgerschaftliche Kompetenz*) n'est pas nouveau. Il est lié au constat du faible investissement des citoyens dans la vie politique en général, que celui-ci se traduise par l'augmentation des taux d'abstention aux différentes échéances électorales, par la dispersion des électorats qui rendent l'issue des élections de plus en plus incertaines ou par l'incapacité d'une grande partie des citoyens à émettre des opinions consistantes sur des questions politiques lorsqu'ils sont interrogés dans le cadre de sondages d'opinions. Loin d'être considérée comme un phénomène nouveau, la faible politisation de la grande majorité des citoyens apparaît comme une composante structurelle des démocraties occidentales (Gaxie, 1978). Comprises comme « l'aptitude à ordonner l'espace politique et à apprécier les événements qui s'y déroulent » (Gaxie, 1978, pp. 71-80) ou comme un ensemble de compétences cognitives, procédurales et communes nécessaires à l'exercice de la citoyenneté (Münkler, 1997), la compétence politique ou la compétence civique sont donc le fait d'une minorité.

Dans cette perspective, les formes de « démocratie participative » ou la diversification des formes de participation politique à l'échelle locale sont communément admises comme des voies privilégiées pour mobiliser voire éduquer les citoyens. Pour ceux qui voient dans la « passivité » des citoyens un mythe, elles peuvent correspondre à une façon de répondre à de nouvelles attentes dans le contexte d'une transformation des valeurs civiques (Klages, 1996) ou de celle des formes de l'activité démocratique (Rosanvallon, 2006).

En France, les travaux de sociologie politique sur la démocratie participative ont été dans un premier temps monographiques. Ils analysent les effets de l'institutionnalisation de la participation des

citoyens dans le cadre de différents types de dispositifs (commissions du débat public, conseils de quartier, dispositifs de concertation dans le cadre de la Politique de la Ville) sur le système politique et plus largement sur la culture civique (Blondiaux, Sintomer, 2002 ; CURAPP, 1999). Dans le cadre des nouvelles formes de démocratie locale mises en place en Allemagne, la production scientifique de type monographique se fait surtout sous la forme d'évaluations quantitatives de la participation aux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics (budgets participatifs, jurys citoyens, procédures de concertation associant les populations concernées par les projets de rénovation urbaine). L'ensemble de ces travaux a mis en évidence les tensions entre les usages instrumentaux et les attentes des participants, le risque étant, dans le cas où les écarts sont trop importants, d'accroître la désaffection des citoyens. Ces recherches montrent aussi que le taux de participation reste faible et concerne le plus souvent des citoyens déjà politisés appartenant majoritairement aux couches moyennes et supérieures. Malgré cela, les expériences observées ne sont pas sans effet sur les acteurs et les logiques de l'action publique ou sur les répertoires de la légitimité politique et de l'action collective (Blatrix, 2002 ; Rui, 2004). Qu'apporte, dans ce cadre, une entrée par les savoirs à l'analyse de la compétence politique et de la démocratie participative ?

Une telle approche, peu privilégiée jusque là en sociologie politique, montre d'abord que la compétence civique renvoie à un ensemble hétéroclite ou « hybride » de connaissances et de dispositions, acquises dans des sphères d'activités très différentes, et qui ne se réduisent pas à la compétence politique. Dans son étude ethnographique consacrée au budget participatif mis en place en 2003 dans un quartier de Rome en pleine mutation du mouvement altermondialiste italien, ***Julien Talpin*** met en évidence la variété de savoirs et de savoir-faire, cognitifs et pratiques, acquis par les acteurs qui y prennent part (i.e. savoirs pratiques liés à l'action collective, compétences techniques, connaissances politiques et savoir d'usage). Il insiste sur le rôle joué, dans la fabrication de ces divers savoirs, par la diversité des acteurs qui interagissent et par l'expérience directe d'un problème collectif, en situation réelle (tel le caractère inefficace de certaines réunions). Il montre aussi l'existence d'une inégalité symbolique entre experts et « simples citoyens », inégalité qui fait obstacle à une réelle hybridation

des compétences techniques. Un même rapport de force s'observe entre militants politiques de longue date et les autres acteurs, moins politisés, dans l'élaboration des arguments politiques. ***Cécile Cuny*** et ***Carsten Herzberg*** s'intéressent de manière similaire à la mobilisation des savoirs au sein des budgets participatifs. Dans leur analyse comparative de trois dispositifs mis en place dans trois communes de la région de Berlin-Brandebourg (Postdam, Lichtenberg et Marzahn-Hellersdorf), les auteurs mettent l'accent sur l'importance des procédures choisies dans l'élaboration, la valorisation et la prise en compte des savoirs des participants. Des facteurs tels que les critères de recrutement du groupe des participants ou la durée accordée à la délibération déterminent fortement le recours (ou non) aux diverses formes de savoirs, qu'ils soient liés à l'expérience locale ou à une compétence politique.

La compétence politique s'avère en effet de moins en moins légitime dans les situations d'échange ou de partage des connaissances entre citoyens comme le montre l'ensemble des contributions de la deuxième partie de l'ouvrage. On peut y voir le signe d'un processus plus général de perte de légitimité du militantisme syndical ou partisan, abordé par la théorie des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1978) ou les thèses concernant la mutation des formes contemporaines du militantisme (Ion, 1997). On peut aussi y voir, et ce serait plutôt notre hypothèse, d'autres modalités du rapport à la politique que l'observation des expériences participatives associées à une entrée par les savoirs permet de mettre en évidence. L'approche micro-sociologique qu'une telle démarche suppose met également en lumière les processus d'apprentissage ou d'hybridation des savoirs mis en jeu par les dispositifs participatifs.

Savoirs citoyens et participation du public dans les domaines scientifiques et techniques

À l'inverse du domaine de la sociologie politique, l'entrée par les savoirs à l'analyse des dispositifs participatifs, des mobilisations sociales ou des « forums hybrides » (Callon *et al.*, 2001), terme qui couvre l'ensemble de ces configurations, est une contribution majeure des travaux relevant du domaine des études sociales et culturelles des sciences, domaine qui s'est

développé dans un premier dans le monde anglo-saxon sous la forme de *Science Studies*.
Les *Sciences Studies* se sont donnés, dés les années 80, la mission d'ouvrir la boîte noire des travaux scientifiques, d'expliciter les controverses qui les parcourent, de pointer sur le caractère local, culturel et social des savoirs, et de contre-balancer ainsi les lectures positivistes, scientistes et idéalisantes des manières de pratiquer les sciences. Dans les années 90, la focale s'est élargie et la méthode d'analyse des controverses est sortie du laboratoire pour porter sur les controverses socio-techniques, controverses publiques provoquées par les innovations techniques (Brown, 1992; Epstein 1995; Wynne 1996; Callon *et al.*, 2001). Dans le même temps, au fur et à mesure que le thème de la participation a pris son essor, ces travaux sont devenus plus normatifs en se positionnant en faveur d'un dialogue et d'une participation du public (Pestre, 2006).

Précisons que la participation renvoie dans cette littérature à deux configurations au moins. La première concerne la prise de parole *autonome* des acteurs au sein des mouvements sociaux ou lors des controverses publiques (militants, groupes concernés, malades, victimes...). La deuxième comprend la participation *institutionnalisée*, organisée dans un cadre précis (conférence de citoyens, scenario workshops, débats publics...) et faisant appel à un acteur sensiblement différent, i.e. 'simple citoyen', 'grand public' ou 'partie-prenante', le tout étant désigné par les organisateurs de ces dispositifs. Il est permis de supposer que ce sont les analyses des controverses (donc les études portées sur la participation *autonome*) qui, en valorisant le 'citoyen' en tant qu'acteur avec des savoirs et des compétences spécifiques, ont facilité l'institutionnalisation de la participation. Il n'en reste pas moins que les débats intellectuels menés à l'heure actuelle mettent clairement en évidence la nécessité d'explorer de nouvelles pistes de recherches dont deux en particulier sont en rapport direct avec notre objet.

La première concerne la nature du « savoir citoyen » ou d' « expertise profane », notions largement mobilisés dans cette littérature, au point parfois d'être usitées comme des synonymes. S'agit-il là des savoirs qui diffèrent profondément des savoirs scientifiques et techniques codifiés et institutionnalisés ? Qu'y-a-t-il vraiment de nouveau dans ces savoirs par rapport aux savoirs fabriqués par la science officielle? Collins et Evans (2002) ont suscité il y a quelques années un

vif débat sur la nature et les spécificités de l'«expertise profane » ainsi que la façon d'en caractériser la légitimité. Pour Collins et Evans, ceux qu'on appelle les « lay experts » (experts profanes/experts citoyens) devraient être considérés comme des experts tout court, même si leur expertise n'est pas certifiée ou reconnue officiellement. Pour mieux cerner l'expertise, les auteurs se proposent d'introduire de nouvelles notions ou catégories (« interactional expertise », « contributory expertise », « referred expertise » ou « experience-based expertise »...) qui, tout en permettant de mieux déterminer ceux qui pourraient véritablement participer à l'évaluation des problèmes scientifiques et techniques, déboucherait sur une meilleure organisation, dans la prise des décisions, des expertises elles-mêmes. Même si l'argumentation est intéressante dans la mesure où elle ouvre de nouvelles pistes de réflexion sur la diversité et la pluralité des formes de savoirs, elle fait preuve d'une conception purement technique des savoirs et expertises mis en œuvre par les groupes citoyens. On tombe ainsi dans un autre extrême: de la même manière que la sociologie politique a longtemps poussé au second plan les diverses composantes des savoirs et des compétences des acteurs (citoyens, militants...) pour se focaliser sur la seule compétence politique, il semble que certains travaux relevant du domaine des *Science Studies* sont restés cantonnés à leur entreprise de mise en évidence des compétences techniques des citoyens ou des groupes concernés, pour ne considérer au final que les seules capacités scientifiques et techniques de ceux-ci. Ne risque-t-on pas ainsi de techniciser les questions politiques suscitées par l'innovation techo-scientifique, technicisant par là-même la démocratie? C'est pourquoi l'étude typologique des savoirs, à l'instar de celle menée par *Yves Sintomer* et appliquée aux budgets participatifs (*Talpin, Cuny/Herzberg*), représente une démarche féconde pour les études sociales et culturelles des sciences. Elle permet de libérer les savoirs citoyens du seul cadre de la compétence technique et de les reconsidérer à partir de leurs diverses composantes. Les savoirs locaux et tacites, l'argumentation et la cause politiques ainsi que la posture critique et réflexive redeviennent alors des questions dignes d'intérêt. L'étude menée par ***Sezin Topçu*** sur l'expertise développée par une association locale (Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest) dans le but d'établir un contre-pouvoir dans le domaine de l'énergie nucléaire s'inscrit dans cette perspective. L'auteur montre que même dans

le cas d'un groupe de militants professionnels (scientifiques mais aussi « simples citoyens ») attaché à une posture d'expert ou de contre-expert, l'expertise « citoyenne » (ou « profane ») relève non seulement des savoirs et des compétences techniques mais aussi, et surtout, du bon sens critique, du savoir de terrain (savoir et savoir-vivre locaux) et du positionnement critique et réflexif. Ce dernier insiste sur les rapports de force constants avec les autorités, notamment le risque d'instrumentalisation de l'action associative au sein des dispositifs participatifs. L'expertise citoyenne apparaît, par là même, comme un processus continu de fabrication conjointe de science et de politique.

La deuxième piste de recherche, connectée à la première, est liée au flou qui règne à l'heure actuelle autour de la « nouvelle grammaire de l'action publique » (Blondiaux, Sintomer, 2002) qu'est la participation. Dans le domaine des politiques urbaines par exemple, une réflexion est déjà engagée dans ce sens et a permis de constater de nombreuses conceptions de participation, pouvant relever aussi bien d'un modèle managérial que d'une volonté d'*empowerment* des citoyens (Bacqué *et al.*, 2005). Dans le domaine des *Sciences Studies* les récents travaux rendent compte de nombreuses ambiguïtés et limites dans les pratiques. Des études empiriques menées à l'échelle européenne permettent de conclure à la co-existence, à l'heure actuelle, d'un éventail de modes de gouvernance des sciences dont le mode participatif/délibératif ne constitue qu'un volet (Irwin, 2006). De surcroît, le modèle déficitaire qui relève d'une vision positiviste et scientiste semble être facilement réadoptée une fois que la critique sociale s'estompe et que la confiance paraît acquise. Une telle dynamique est aussi rendue explicite par certaines analyses qui, s'inspirant des outils de la gouvernemantalité, se focalisent sur la manière dont on construit le 'citoyen' apte à prendre la parole sur les sciences (Irwin, 2001; Hagendijk, 2004).

Ces constats nous amènent à insister, à l'instar du cas des budgets participatifs berlinois (*Cuny/Herzberg*), sur le rôle crucial des procédures dans la fabrication et la mobilisation des savoirs (et corrélativement des décisions) au sein des dispositifs participatifs. L'enquête de *Sezin Topçu* montre l'importance des cadrages officiels des démarches participatives dans la valorisation de « l'expertise citoyenne ». L'étude de ***Julien Levrel***, qui porte sur la construction des savoirs au sein de l'espace de participation offert par le projet de l'encyclopédie Wikipedia, offre dans

ce cadre un autre exemple tout à fait original. Son originalité vient de l'objet traité: il s'agit d'un dispositif de participation autogéré, donc non-institutionnel, à la différence des cas abordés dans le cadre des budgets participatifs. Ce dispositif peut également être appréhendé comme un micro-laboratoire qui reflète les formes distribuées de production des savoirs dans la société. Mais même dans ce cas, et l'auteur met ce constat au centre de son analyse, les règles et les procédures associées à ce dispositif, tel un principe de neutralité imposé à l'ensemble des participants, orientent fortement la fabrication des contenus des articles.

Savoirs, expertises et politique

La dernière partie de cet ouvrage est consacrée à l'analyse des interactions entre savoirs, expertises et politique. La place devenue cruciale de l'expert et de l'expertise dans l'ensemble des activités de la vie sociale n'est plus à démontrer (Roqueplo, 1999; Beck *et al.*, 1994; Collins, Evans, 2002). Ce phénomène doit être mis en relation avec l'importance accordée à l'heure actuelle aux savoirs dans les sphères politiques, économiques et administratives. La problématisation du concept de « société du savoir » révèle en effet la forte empreinte des savoirs techniques et instrumentaux dans les conceptions actuelles d'une société qui tente à se définir à partir des savoirs dont elle dispose (*Steinbicker, Serrano-Velarde*). De même, l'analyse de la mobilisation des savoirs dans les démarches participatives met en exergue la place quasi-privilégiée des savoirs et des compétences à portée technique dans la prise des décisions politiques (*Talpin, Cuny/Herzberg, Topçu*).

Si l'expertise est désormais omniprésente, les « nouveaux » acteurs défiant les expertises officielles ne contestent-ils pas, somme toute, l'apparente neutralité et objectivité de ces mêmes expertises? Ne remettent-ils pas en cause les liens devenus de plus en plus étroits entre savoirs, expertises et politique (Pestre, 2003) ? La question de ces liens est en effet bien connue: les études sociales et culturelles des sciences ont montré de manière convaincante que les savoirs et les expertises sont fortement façonnés par les contextes social, politique et culturel qui les sous-tendent. Il nous semble nécessaire d'insister cependant dans cet ouvrage sur le caractère historique de ces liens. La raison est simple: si

les changements récents dans les rapports entre savoirs, expertise et société auxquels nous assistons ne sont guère à mettre en cause, ils ne doivent pas masquer le fait que les savoirs ont toujours été intimement liés au politique. Ils ne doivent pas éluder le fait que la science et l'expertise ont toujours fait l'objet de négociations sociales, que l'espace public caractérisé par des acteurs s'appropriant des savoirs spécifiques ou complémentaires n'est pas nouveau et que la démarcation nette entre expertise et processus politique, entre discours scientifique et public n'est que l'aboutissement d'un long processus historique (Shapin, 1990; Latour, 1991; Pincus, 1995). L'étude de ***Jean-Baptiste Fressoz*** montre ainsi, de façon originale, que la séparation entre science et politique a une histoire concomitante à celle de la notion de risque dans le domaine médical. Centrant son enquête sur la montée au 18e siècle des techniques d'inoculation de la variole puis de la vaccination, l'auteur analyse comment les questions fondamentales (politiques, théologiques, morales) soulevées par ces innovations se réduisent progressivement à une question technique et comment tout un espace d'interaction entre savoirs médicaux et savoirs « profanes » cède le pas à un régime de régulation centré sur l'expertise de l'État. La forme distribuée de production du savoir telle que la pratiquent les salons mondains du milieu du 18e siècle (à travers les récits et l'écriture médicale par exemple) n'est pas sans rappeler les cas empiriques étudiés dans la seconde partie de cet ouvrage. Elle s'oppose à la production scientifique encadrée par l'administration qui clôt le débat public sur la vaccine et ses conséquences tout en rejetant le corps social dans l'ignorance et dans la dépendance du pouvoir éclairé de l'État.

Une autre question que soulève la montée des «savoirs citoyens » pour la littérature consacrée à l'expertise concerne le problème de l'extension des sphères d'expertise et de la redéfinition des rôles d'expert. L'émergence des expertises extra-institutionnelles ne modifie en effet que partiellement les frontières entre « experts » et « profanes ». Bien que modifiés, les rapports de force entre ces deux identités persistent. Si le savoir instaure d'emblée une autorité et une hiérarchisation entre celui qui sait et celui qui ne sait pas, l'acquisition de ce même savoir ne suffit pas à éradiquer les hiérarchies. Les analyses de *Julien Talpin*, de *Cécile Cuny/Carsten Herzberg* et de *Sezin Topçu* soulignent avec précision ce point. S'il en est ainsi, c'est que l'expertise se veut une entreprise

particulière. Elle relève d'une série d'arrangements constitués de normes, d'un langage et de codes spécifiques. Elle relève en outre d'une d'activité de certification qui n'est pas le fait des producteurs du savoir mais de l'audience à laquelle l'expertise est destinée (les médias, les gouvernants, les administrations publiques etc). Plus fondamental encore, la nature et le rôle de l'expertise et le droit d'y accéder sont déterminés par le fondement social qui les sous-tend (Rip, 2003). Les deux dernières contributions de cet ouvrage abordent ces questions.

L'étude de ***Jana Klemm*** s'intéresse aux médias en tant qu'acteur qui participe à la construction de la position d' « expert », un sujet peu étudié malgré l'importance du rôle joué par la sphère médiatique dans le cadrage des controverses et des débats publics. À travers une enquête menée sur deux magazines d'actualité allemands, l'auteur déconstruit la posture de l'expert en révélant les nombreuses interactions entre experts scientifiques, journalistes et public. Ces interactions tout comme la dynamique propre des médias, telle une tendance à privilégier les scandales, s'avèrent capitales dans la fabrication de la parole d'expert scientifique. L'analyse montre ainsi que la « pureté » du savoir scientifique est loin d'assurer son efficacité politique et médiatique. L'expertise scientifique telle qu'elle est construite par la trame narrative des médias ressemble plutôt à un assemblage composite qui rend ce savoir plausible et en conditionne la réception par le public. Il n'en reste pas moins que les médias contribuent à renforcer un trait caractéristique de la posture de l'expert: l'objectivité. L'expert construit par les médias devient par là même le reflet de la « réalité » sinon la seule voix autorisée dans le déroulement des controverses.

L'expert scientifique se voit donc attribuer un rôle central dans la résolution des conflits entre divers acteurs, même dans des domaines fortement marqués par des incertitudes et des défenses d'intérêts particuliers, comme le soutient ***Kathia Patzwaldt.*** L'auteur se focalise sur les conditions de production de l'expertise scientifique à visée politique à travers une enquête portant sur l'organisation du conseil scientifique dans le domaine du marché de travail en Allemagne (1998-2005). Elle montre que la concurrence entre les différentes organisations productrices d'expertise, leur loyauté politique affichée, construite ou admise, l'usage politique et médiatique qui peut être fait des connaissances sont autant de contraintes qui pèsent sur la production des savoirs. L'expertise

scientifique, censée servir de source de légitimité pour les pouvoirs en place, voit dans ce processus sa propre légitimité redéfinie.

Remerciements

Les contributions réunies dans cet ouvrage sont issues de trois journées d'études organisées dans le cadre d'un programme de formation-recherche du Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA) intitulé « Société de la connaissance et démocratie en Europe »[3]. Nous tenons à remercier chaleureusement Christophe Bonneuil, Hans Peter-Müller, Yves Sintomer et Dominique Pestre qui ont piloté ce programme et les journées d'études associées. Nous remercions également Marie-Hélène Bacqué, Loïc Blondiaux, Jean-Paul Gaudillière, Pierre Benoît-Joly, Arnaud Lechevalier, Susanna Magri et Danny Trom qui ont aimablement accepté d'animer les séances de discussion et y apporter leurs commentaires critiques et constructifs. Nous remercions enfin les institutions qui ont financé l'organisation des journées d'études et la traduction en français d'une partie des articles présentés dans cet ouvrage: le CIERA, le principal appui financier de ce projet, ainsi que le Centre Marc Bloch, le Centre Alexandre Koyré, l'UMR « Culture et Sociétés Urbaines » du CNRS et l'Institut de sciences sociales (BGSS) de l'Université Humboldt de Berlin.

Références bibliographiques

---

[3] Il s'agit des journées d'études suivantes: 1) « Y a-t-il un "savoir citoyen" mobilisable dans la démocratie participative ? », 27 février 2006, IRESCO, Paris; 2) « Lässt sich im Europäischen Raum die Konstituierung einer "Wissensgesellschaft" beobachten? », 22 mai 2006, Université d'Humboldt, Berlin; 3) «Science et Démocratie: Savoirs distribués et Pouvoirs », 7 novembre 2006, IRESCO, Paris. Ces journées d'études ont réuni les chercheurs appartenant aux diverses institutions de recherche françaises et allemandes dont notamment l'UMR « Cultures et Sociétés Urbaines » du CNRS, le Centre Alexandre Koyré (CNRS-EHESS-MNHN), le Centre Marc Bloch, l'Institut de sciences sociales de l'Université Humboldt de Berlin et l'Institut pour les études des sciences et des techniques (IWT) de l'Université Bielefeld.

AGGERI, F., ACQUIER, A. (2005) « La théorie de stakeholder permet-elle de rendre compte des pratiques d'entreprise en matière de RSE? », XIVème Conférence Internationale de Management Stratégique, Pays de la Loire, Angers.
BACQUÉ, M.H., REY, H., SINTOMER, Y. (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative,* La Découverte, Paris.
BECK U., GIDDENS A., LASH S. (1994), *Reflexive Modernization – Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Polity Press, Cambridge.
BLATRIX C. (2002), « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective », *Politix*, vol. 15, n° 57, p. 79-102.
BLONDIAUX L., SINTOMER Y. (2002), « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n° 57, p. 17-36.
BROWN (P.), « Popular epidemiology and toxic-waste contamination: lay and professional way of knowing », *Journal of Health and Social Behaviour,* 33, 5, 1992, p. 267-281.
CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y. (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris.
COLLINS H. M., EVANS R. J. (2002), « The Third Wave of Science Studies: Studies of Expertise and Experience », *Social Studies of Science,* vol. 32**,** n°2, p. 235-296.
COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION (2000), *Conclusions of the Lisbon European Council on 23-24 March 2000*, < http://www.consilium.europa.eu> , 5 mars 2006.
CURAPP (1999), *La démocratie locale : représentation, participation et espace public*, PUF, Paris.
EPSTEIN S. (1995), « The construction of lay expertise : AIDS activism and the forging of credibility in the reform of clinical trials », *Science, Technology and Human Values*, vol. 20, n°4, p. 408-437.
GAXIE D. (1978), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégations politique*, Editions du Seuil, Paris.
HAGENDIJK R.P. (2004) « The Public Understanding Of Science and Public Participation in Regulated Worlds », *Minerva,* vol.42, p. 41-59.
ION J. (1997), *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, Paris.

IRWIN A. (2001), « Constructing the Scientific Citizen: Science and Democracy in BioSciences », *Public Understanding of Science*, vol.10, n°1, p. 1-18.
IRWIN A. (2006), « The Politics of Talk. Coming to Terms with the New Scientific Governance », *Social Studies of Science*, vol.36, n°2, p. 299-320.

KÜBLER H-D. (2004), *Mythos Wissensgesellschaft. Gesellschaftlicher Wandel zwischen Information, Medien und Wissen*, VS Verlag, Wiesbaden.
KLAGES H. (1996), « Der "schwierige Bürger". Bedrohung oder Zukunftspersonal ? », in WEINFELD W. (dir.), Demokratie am Wendepunkt. Die demokratische Frage als Projekt des 21. Jahrhunderts, Siedler, Berlin, p. 233-253.
LATOUR B. (1991), *Nous n'avons jamais été modernes,* La Découverte, Paris.
MÜNKLER H. (1997), « Der kompetente Bürger », in KLEIN A. (dir.), *Politische Beteiligung und Bürgerengagement in Deutschland*, Nomos Verlag, Baden-Baden, p. 153-172.
PESTRE D. (2003), *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*, Editions de l'Inra, Paris.
PESTRE D. (2006), *Introduction aux Science Studies*, La Découverte, Paris.
PINCUS S.(1995), « 'Coffee politicians does create': Coffeehouses and Restoration Political Culture », *The Journal of Modern History,* vol. 67, n°4, p. 807-834.
RIP A.(2003), « Constructing expertise: In a third Wave of Science Studies? », *Social Studies of Science,* vol.33, n°3, p. 419-434.
RODRIGUES M J. (2003), *European Policies for a Knowledge Economy*, Cheltenham, Elgar.
ROQUEPLO P. (1999), *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique,* Editions de l'Inra, Paris.
ROSANVALLON P. (2006), *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Editions du Seuil, Paris.
RUI S. (2004), *La démocratie en débat. Les citoyens face à l'action publique*, Armand Colin, Paris.

SHAPIN S.(1990), « Science and the public » *in* OLBY(R.C.), CANTOR (G.N.), CHRISTINE (J.R.R.), HODGE (M.J.S.)(dir.), *Companion to the history of modern science*, Routledge, Londres, p. 990-1007.
STEINBICKER J. (2001), *Zur Theorie der Informationsgesellschaft. Ein Vergleich der Ansätze von Peter Drucker, Daniel Bell und Manuel Castells*, Leske+Budrich, Opladen.
TOURAINE A. (1978), *La voix et le regard*, Editions du Seuil, Paris.
WEINGART P. (2001), *Die Stunde der Wahrheit? Zum Verhältnis der Wissenschaft zu Politik, Wirtschaft und Medien in der Wissensgesellschaft*, Velbrück Wissenschaft, Weilerswist.
WYNNE B. (1996), "May the Sheep Safely Graze ? A Reflexive View of the Expert-Lay Knowledge Divide", *in* LASH (S.), SZERSZYNSKI (B.), WYNNE (B.) (ed.), *Risk, Environment and Modernity. Towards a New Ecology*. Londres, Sage, p. 44-83.